

pas que ces renseignements soient utilisés comme ils devraient l'être par les professeurs des universités dans les cours qu'ils donnent sur l'économie, pas plus que par nos financiers et nos chefs d'industrie ou que par le gouvernement lui-même. Le Gouvernement devrait tirer tout le parti possible de cette véritable mine de renseignements, le tout analysé, disposé en tableau par un personnel compétent d'experts qui connaissent à fond le travail qu'ils ont à accomplir, et du bureau de la statistique et de son personnel spécialisé dans la division de l'industrie.

J'aimerais ajouter un mot d'encouragement pour chacun de nous au sujet de l'attitude des habitants de notre pays. Je ne rappellerai qu'un, deux ou trois exemples dont j'ai eu connaissance. Nous entendons beaucoup parler de profits excessifs et des dangers que cela comporte et je crois que c'est là une question grave. Nous devrions faire preuve de beaucoup de prudence à ce sujet, mais sachons mesurer, d'autre part, la bonne volonté et la bonne foi des citoyens du Canada. Un nombre relativement bien petit de Canadiens voudraient, mus par l'égoïsme et la cupidité, réaliser des profits provenant de cette guerre. D'un autre côté, des centaines de milliers d'industriels, de marchands, d'hommes d'affaires et de financiers désirent servir leur pays sans aucun profit aussi ardemment que les autres classes de la société. Un groupe d'hommes d'affaires représentant toute l'industrie du vêtement, s'est réuni à Ottawa, l'autre jour.

Sans être inspirés ou influencés par le Gouvernement ou par un groupe quelconque, ils ont offert volontairement de stabiliser les salaires, de se soumettre à une distribution équitable des commandes—c'est-à-dire de cesser la lutte pour l'obtention des contrats, lutte dans laquelle les concurrents ont recours à des influences politiques ou autres pour se bousculer et obtenir des commandes—et de placer toutes les ressources de cette industrie au service du Gouvernement à des conditions équivalant à peu près aux prix coûtants, soit les frais de fabrication plus les frais généraux. Voilà une offre généreuse faite par cette industrie organisée en un groupe. Je soutiens que nous devrions faire tout notre possible pour encourager une attitude de ce genre, et je demande au Gouvernement d'induire les autres industries, au moyen des organismes qu'il a déjà établis, à adopter cette même attitude. Notre régime économique nous permet de contrôler une industrie dans ses cadres mêmes; par contre, si nous essayons d'appliquer ce contrôle en dehors des cadres de l'industrie, nous nous exposons à des difficultés et à des désagréments. Quoi qu'il en soit, je prétends que cette offre de l'industrie du vêtement est louable.

J'ai aussi reçu une offre de la "Masters' and Mates' Guild", excellente association pour laquelle nous avons tous beaucoup de respect et qui est composée d'hommes s'occupant de la pêche sur les côtes et en haute mer. Cette communication me vient du littoral du Pacifique, mais sans doute doit-elle s'appliquer aussi à l'autre littoral. Ces gens offrent de placer leur association au service de l'Etat, comme le font les mécaniciens de marine, autre groupe magnifique. La conscription s'efface en présence d'offres de ce genre. Je le répète, ces associations offrent de placer sans réserve tous leurs membres à la disposition du Gouvernement et de coopérer avec lui pour la répartition des travaux que leurs membres sont le plus propres à exécuter. Voilà une belle offre, voilà un exemple magnifique qui peut être suivi et qui le sera, je le pense, pour peu que la chose soit connue, par un grand nombre d'autres associations, groupes ou corps de métier dans tout le pays. J'affirme donc qu'on devrait donner de la publicité à ces offres et les encourager.

J'ai dit en me levant que j'entendais être bref et ne pas retarder la Chambre. J'ai fait ces quelques remarques pour indiquer un mouvement que le Parlement et les députés personnellement peuvent utilement favoriser, et aussi pour démontrer au Gouvernement que nous désirons lui apporter toute la coopération et toute l'aide que nous pourrions, que nous voulons être pratiques dans nos critiques et lui rendre la tâche aussi facile que possible.

Comme le disait feu sir Wilfrid Laurier, je ne veux critiquer aucunement cette méthode financière. Quelles que puissent être nos divergences d'opinion possibles sur la meilleure manière d'agir, nous n'élevons présentement aucune objection; nous nous contentons simplement de demander qu'on prenne toutes les précautions possibles pour voir à ce que ces sommes énormes—non seulement celles qu'on nous propose maintenant mais aussi celles qui suivront sans doute—soient employées et dépensées à bon escient; nous demandons qu'elles soient dépensées uniquement et entièrement dans l'intérêt public, pour la poursuite de la guerre, pour la défense du Canada et pour notre coopération avec la métropole. Nous traversons une période extrêmement critique et nous ne saurions prendre trop au sérieux les devoirs qui nous incombent en ce moment.

M. J. S. WOODSWORTH (Winnipeg Nord-Centre): Notre groupe n'a aucunement l'intention d'entraver ni de retarder les travaux de la Chambre. L'autre jour, mon collègue, le député de Rosetown-Biggar (M. Coldwell), a consigné au hansard la politi-